



Carte blanche

Pourquoi votre médecin généraliste sera peut-être en grève le 7 juillet 2025 ?

Bruxelles, le 26 juin 2025

Le 7 juillet prochain, votre médecin généraliste sera peut-être en grève. Pour beaucoup d'entre vous, ce sera une première : la dernière grève d'ampleur des médecins remonte aux années 60. À l'époque, ce mouvement avait permis d'instaurer le système de concertation que nous connaissons encore aujourd'hui, ce dialogue entre les soignants et les autorités, indispensable à une démocratie de la santé vivante et équilibrée. Aujourd'hui, ce fragile équilibre est menacé — et c'est avant tout pour le défendre que ce préavis a été déposé.

Nous sommes la Fédération des Associations de Médecins Généralistes de Bruxelles (FAMGB). Notre rôle est de défendre la médecine de proximité, une médecine qui soigne, conseille, accompagne. Or depuis des mois, nous assistons à une dérive inquiétante : un enchaînement de mesures qui accablent les généralistes, réduisent leur marge de manœuvre et fragilisent la relation de confiance entre le médecin et son patient.

En apparence, la polémique se concentre sur les suppléments d'honoraires et le droit d'exercer. Mais derrière ces questions se cache une réalité bien plus préoccupante : le détricotage d'un système où la concertation entre soignants et décideurs garantissait jusqu'ici une certaine stabilité. Aujourd'hui, la place du dialogue tend à disparaître au profit de décisions imposées d'en haut — qu'il s'agisse de supprimer le remboursement des consultations téléphoniques, d'instaurer des contrôles systématiques sur les prescriptions ou de menacer le droit d'exercer de tout médecin qui conteste.

On pointe du doigt les arrêts de travail de longue durée, réduits à de simples abus individuels alors qu'ils traduisent le mal-être profond d'une société sous pression. Lorsqu'un médecin prescrit tel ou tel médicament, ce n'est souvent pas par facilité, mais parce que les alternatives non médicamenteuses (un soutien psychologique ou social, une aide à la nutrition, ...) ne sont pas disponibles.

Ces mesures traduisent une perte de confiance à l'égard d'une profession essentielle. Faut-il rappeler que la médecine générale est le socle de notre système de soins ? Pourtant, loin d'être valorisée, notre discipline se voit réduite à une succession d'actes contrôlés et d'indicateurs chiffrés, au mépris de la réalité des consultations, souvent longues, complexes, et parfois invisibles aux statistiques.

Ces questions mériteraient une approche responsable et une vision à long terme. Au lieu de cela, le ministre de la Santé propose une réforme qui lui confèrera le pouvoir de décider seul, sans concertation réelle avec le secteur.

Tout cela traduit une dérive inquiétante : au lieu de s'attaquer aux causes profondes — le vieillissement de la population, la charge administrative exponentielle, le numerus clausus trop restrictif, la disparition du « travail invisible » assumé autrefois dans l'ombre par les familles de médecins — on désigne le généraliste comme le bouc émissaire.

Pendant ce temps, les médecins souffrent : certains hésitent à s'installer, des cabinets ferment dans des quartiers qui se retrouvent sans soignants, les soins de prévention restent le parent pauvre du système.

Cet appel à l'action du 7 juillet, c'est un cri d'alerte : pour que les médecins généralistes puissent continuer à soigner en conscience, sans être réduits à des exécutants sous surveillance parce que nous croyons profondément en une médecine humaine, indépendante et engagée aux côtés des patients.

- ***Fin de la carte blanche*** -